

## Extrait du registre des délibérations du Conseil Communautaire

### NOMBRE DE CONSEILLERS

En exercice 86

Quorum 81

Votants 83

Suffrages exprimés : 83

### DATE DE CONVOCATION

31 août 2020

### DATE D’AFFICHAGE

1<sup>er</sup> septembre 2020

## Séance du 09 septembre 2020

N°200909-24

L'an deux mil vingt, le 09 septembre à 18h05, le Conseil Communautaire, légalement convoqué, s'est réuni en séance ordinaire, à la salle Cauchoise, sise à Grainville la Teinturière, sous la présidence de Monsieur Jérôme LHEUREUX, Président,

### Etaient présents :

Jean-François ALIGNY, David ANQUETIL, Laurent APPERCELLE, Pascal BAILLET, Xavier BATUT, Pierre BAZIN, Pierre-Luc BILLIEZ, Cathy BONNS, Didier BOULLARD, André-Pierre BOURDON, Emmanuel BOUST, Luc BRÉANT, Lydle BRETTE, Alexandra BUQUET, Jean-François BUREL, Philippe CABIN, Bertrand CARPENTIER, Marie-Hélène CHANGARNIER, Christine CHANGEUX, Jean-Louis CHAUVENSY, Gérard COLIN, Isabelle COMONT, Valérie CORCEL, Martine CORUBLE, Odile COUROYER, Raphael DISTANTE, Jérôme DOUILLET, Marie-Louise DOULET, Jean-Claude DUBOC, Christophe DUBOSC, Philippe DUFOUR, Annie DUMENIL, Evelyne DUPUIS, Philippe ETIENNE, Jean-Marie FERMENT, Franck FOIRET, Stéphane FOLLIN, Gérard FOUCHÉ, Didier GASTON, Daniel GEORGES, Nicole GIBOURDEL, Benjamin GORGIBUS, Françoise GUILLOT, Rémi HEROUARD, Patrice HOYÉ, Hervé JOLLY, Jean-Robert LANCHON, Barbara LANGE, Pascal LARGILLET, Jacques LEBALLEUR, Antoine LECROQ, Magalie LEGRAS, Daniel LEGROS, Martine LE PAIH, Alain LEPREUX, Béatrice LEROND, Jérôme LHEUREUX, Sandrine LOSAY-ANNEBIQUE, Sophie MAUBANC, Sylvain MONNIER, Bruno NAZE, Jean-François OUVRY, Didier PEULVEY, Luc POLINSKI, Benjamin REGENT, Jean-Paul RENAUX, Robert ROUSSEL, Marc ROUSSELIN, Maryvonne SCHILD, Daniel SEIGNEUR, Eric SIMON, Yves TASSE, Jean-Pierre THÉVENOT, Bruno THUNE, Patrick TRENDIA, Pascal VANIER, René VIMONT

### Etaient absents représentés par leur suppléant :

Joël DESCHAMPS représenté par Jean-Michel GRANGE

Laurent GODEFROY représenté par Jean-Michel PATRY

Valérie MORSALINNE représentée par Gilles LEFEBVRE

Patrick VICTOR représenté par Antoine GODEFROY

### Etaient absents excusés avec pouvoir :

Philippe CARREIN a donné pouvoir à Odile COUROYER

David LAMBION a donné pouvoir à Yves TASSE

### Etaient absents :

Patrice FAUCON, Véronique IZABELLE, Pierre-Yves JEGAT

Conformément aux articles L.5211-1 et L.2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Madame Marie-Hélène CHANGARNIER a été élue secrétaire de séance.

\*\_\*\_\*\_\*

### **Objet :**

**Election des représentants – PME Développement**

**N°24**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L2121-21, L.5211-1 à L.5211-4,

Vu l'arrêté préfectoral en date du 20 septembre 2017 relatif aux statuts de la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre,

Considérant que l'association PME Développement, créée en 1998, regroupe des organismes socio-économiques locaux (Seine Maritime Expansion, Chambres de Commerce et d'Industrie, Chambre de Métiers et de l'Artisanat), des entreprises et des collectivités locales,

Considérant qu'elle a pour objet d'aider les Petites et Moyennes entreprises (PME) à répondre à leurs besoins en fonds permanents dans le cadre d'un développement, d'une diversification ou de la reprise de PME/PMI,

Considérant que l'article 6.1 des statuts de l'association PME Développement désigne la Communauté de Communes de la Côte d'Albâtre en qualité de membre fondateur,

Considérant qu'en application de l'article 14 desdits statuts, chaque membre de droit ne peut être représenté par plus de deux personnes,

**Le Conseil Communautaire,**  
**après avoir délibéré, à l'unanimité, des suffrages exprimés,**

- **décide, à l'unanimité, de ne pas procéder au scrutin secret pour l'élection des représentants pour PME Développement,**
- **a élu les représentants pour PME Développement.**

<b>Membres</b>
Yves TASSE
René VIMONT

Pour extrait certifié conforme,  
ainsi fait et délibéré en séance les jours, mois et an susdits,

Le Président,  
  
Jérôme LHEUREUX



Conformément aux dispositions du Code de Justice administrative, le Tribunal Administratif de Rouen, 50 Avenue Gustave Flaubert à ROUEN (76000), peut-être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération pendant le délai de deux mois commençant à courir à compter de sa notification ou de sa publication. Dans le même délai, un recours gracieux peut-être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir soit :

- à compter de la notification de la réponse de l'autorité territoriale,
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant le délai de 2 mois.

Vu la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982,  
le Président atteste que la délibération du Conseil Communautaire n° 24..... - Séance du 22/09/2020 est exécutoire.

Date de réception en Sous-Préfecture :

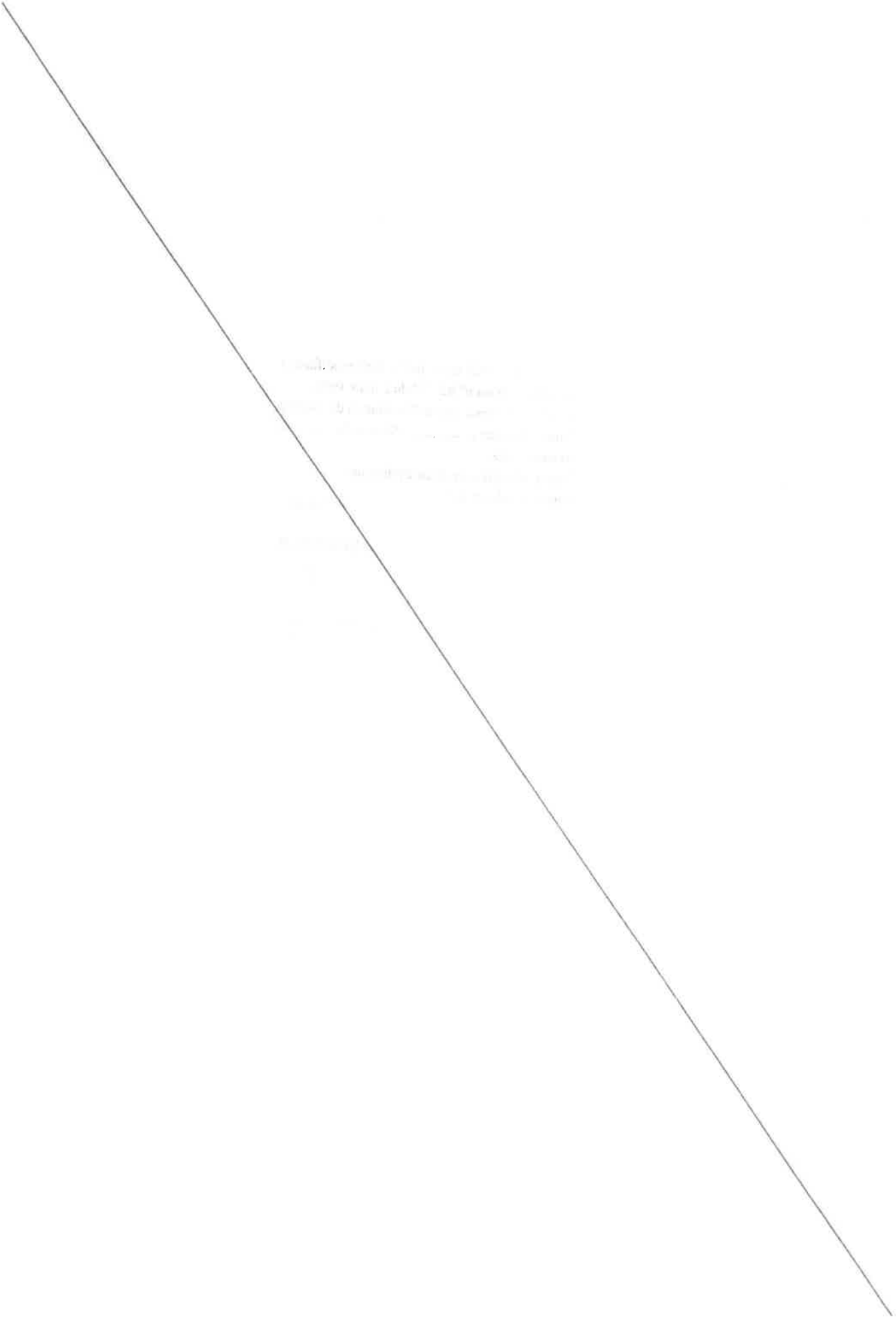
Date de publication :

Le Président,

J. LHEUREUX



Accusé de réception en préfecture  
076-200069839-20200909-200909-24-DE  
Date de télétransmission : 23/09/2020  
Date de réception préfecture : 23/09/2020



Faint, illegible text is visible in the center of the page, appearing as a cluster of light gray or blue characters. The text is too blurry to be transcribed accurately but seems to be organized into several lines, possibly representing a list or a short paragraph.